



Énième changement de ministre, dénigrement de l'École publique, investissement au rabais, déconsidération des personnels, caricature du métier, réformite aigüe...

La feuille de route éducative du Président de la République entraîne tout le système dans une impasse qui tend à détruire les chances des élèves, en particulier les plus fragiles, qui peinent à trouver leur place à l'École de tous.

Par leur choix d'investir insuffisamment et mal, de renvoyer les difficultés et les manques de l'École aux personnels, le gouvernement continue de pousser à bout ceux qui font l'École. Ils génèrent exaspération et défiance. Cette colère s'est exprimée hier par un mouvement de grève de toute la profession.

Jouer sur les mots, jongler avec les chiffres pour afficher une rentrée scolaire 2024 suffisamment dotée, sont des « tours de passe-passe » qui ne nous font pas oublier la réalité du terrain : cette année encore, l'académie subira de nombreuses suppressions de postes, dans le primaire comme dans le secondaire. Les conditions d'apprentissage de nos élèves et les conditions d'enseignement de nos collègues seront, une fois encore, dégradées !

Aujourd'hui, nous refusons de rentrer dans ce calcul qui n'est pas le bon !

Il n'est pas bon car, d'une part, la baisse démographique que vit l'académie et plus particulièrement notre département, ne peut pas être considérée dans sa globalité. Chaque école ou établissement va perdre une poignée d'élèves seulement et d'autre part, parce que considérer le quantitatif sans prendre en compte le qualitatif est une erreur.

La baisse démographique aurait pu être l'occasion d'ouvrir de nouvelles perspectives en termes d'amélioration. Par exemple :

- Diminuer le nombre d'élèves par classe notamment pour améliorer les conditions d'apprentissage et d'inclusion
- Améliorer le remplacement (au lieu de déplacer les formations sur temps de classe !)

Au lieu de ça, voilà la dernière idée du Ministre, la mise en place **des groupes de niveaux** !

Nous affirmons que c'est une modalité pédagogique qui va à l'encontre des objectifs recherchés. C'est ni plus ni moins du tri social systématisé ! Si des moments ponctuels en groupes de besoin peuvent avoir leur utilité, l'hétérogénéité des niveaux mais aussi des milieux socio-culturels, des âges, des sexes... répond non seulement aux valeurs portées par l'École républicaine mais aussi à l'*exigence des savoirs*.

Du point de vue de sa mise en œuvre, une nouvelle fois, c'est une équation impossible à résoudre avec les moyens donnés ! Ou plutôt sans moyen puisque beaucoup de collèges, bien qu'ayant eux aussi des élèves faibles, n'auront aucun moyen pour alléger les groupes !

Aujourd'hui nous dénonçons les conséquences catastrophiques de cette mise en œuvre :

- Des emplois du temps morcelés et la fin des vœux d'emploi du temps
- La nécessité de prendre sur la marge de l'établissement (3h/ classe par semaine) lorsque la mesure n'est pas financée (soit dans 80% des cas) et donc la fin des dédoublements dans les autres disciplines pour mener à bien des projets pédagogiques.
- La multiplication des compléments de service dans toutes les disciplines
- De nombreux groupes à 30 élèves pour mettre en place les groupes réduits pour les plus faibles
- L'accueil et le suivi des élèves de 6^{ème}, les plus fragiles, compliqués alors que la notion de "classe" devient très floue.
- Des suppressions de poste pour mesure de carte scolaire plus nombreuses

Pour couronner le tout, aucune des demandes formulées en groupe de travail n'a été satisfaite. Une ou deux colonnes ont été rajoutées ici ou là dans des tableaux qui présentent des chiffres trop globaux et ne nous permettent plus de faire une analyse fine. Et, cette année encore, nous dénonçons le traitement inéquitable qui est flagrant entre certains collèges. Cela va à l'encontre de l'égalité républicaine que tous nos élèves méritent !

L'ensemble des organisations syndicales ne siègeront pas aujourd'hui pour marquer leur refus de voir une nouvelle fois, les conditions de travail se dégrader. Alors même que la pénurie d'enseignants est au plus haut, alors que la promesse d'un choc d'attractivité n'en finit plus d'être un mirage, c'est inacceptable ! C'est une réelle absence de courage que de masquer d'autres choix d'investissement que ceux en faveur de l'École de toutes et tous.